

Investissement Québec, pas un «buffet à volonté», assure LeBlanc

Il a senti le besoin de justifier aux employés la nouvelle politique de rémunération

SYLVAIN LAROCQUE

Jeudi, 29 avril 2021 00:00

MISE À JOUR Jeudi, 29 avril 2021 00:00

Même si elle vient d'être bonifiée, la politique de rémunération d'Investissement Québec (IQ) n'est pas un « buffet à volonté », assure le grand patron de la société d'État.

Irrité par la couverture médiatique de la nouvelle politique de rémunération d'IQ, Guy LeBlanc a récemment tenu une réunion virtuelle à laquelle ont participé plus de 700 des quelque 1000 salariés de l'organisation.

« Par respect pour vous et par souci de transparence, je ne peux pas rester silencieux », a-t-il lancé d'entrée de jeu, selon un enregistrement obtenu par *Le Journal*.

Comme lors de sa nomination comme PDG, en avril 2019, « on a eu droit exactement à la même tempête médiatique comme quoi j'étais trop payé », a déploré Guy LeBlanc.

Rappelons que, lors de l'arrivée de M. LeBlanc, le gouvernement Legault a doublé la rémunération maximale du PDG d'IQ, la faisant passer d'un peu plus de 550 000 \$ à 1,1 million \$.

Puis, en mars, on a appris que la rémunération totale des premiers vice-présidents directeurs d'IQ pourrait désormais friser 1 million \$ et que celle des autres premiers vice-présidents pourrait atteindre 775 000 \$.

La nouvelle politique d'IQ est en vigueur depuis 2019, mais le gouvernement vient tout juste de l'entériner par décret. Dans son message aux employés, Guy LeBlanc a laissé entendre qu'IQ n'avait plus à se rapporter au gouvernement pour les questions de rémunération.

« Gain important »

« Le décret confirme également ce qu'on demandait depuis 2019, soit de nous donner plus d'autonomie pour attirer et retenir le

talent pour l'ensemble de l'organisation, a-t-il déclaré. Plus d'autonomie, eh bien, ça ne veut pas dire un buffet à volonté, ça veut dire que le conseil d'administration d'Investissement Québec sera l'ultime niveau d'autorisation et c'est un gain important. »

Gladys Caron, porte-parole d'IQ, a précisé que le conseil était désormais responsable des « programmes de rémunération globale » des syndiqués, mais que l'approbation des politiques de rémunération des cadres relevait toujours de Québec.

M. LeBlanc s'est par ailleurs félicité que le ministre Pierre Fitzgibbon se soit porté à la défense d'IQ alors que l'organisation subissait les foudres de l'opposition.

« Ce que le gouvernement nous a démontré [...], c'est qu'il se tient debout pour Investissement Québec, a-t-il estimé. En allant au front comme ça, le gouvernement nous confirme la confiance qu'il a en nous. »

Médias « qui ne comprennent pas »

Le dirigeant n'a pas raté l'occasion de décocher une flèche aux journalistes.

« Clairement, il y a plusieurs médias qui ne comprennent pas ce que nous faisons et avec notre équipe de communications, on va planifier une tournée des salles de presse pour leur expliquer, avec des exemples concrets, l'importance de notre mandat et aussi la diversité de talents que ça nous prend », a-t-il indiqué.

Guy LeBlanc a terminé son allocution en évoquant de juteux profits pour l'exercice qui a pris fin le 31 mars.

« Laissez-moi vous dire que dès que notre rapport annuel sera déposé à l'Assemblée nationale, en juin, ce sera notre tour d'écrire les manchettes avec les résultats financiers et l'impact sur le développement économique qu'on aura généré », s'est-il emballé.

0 commentaires

Trier par Les plus anciens

Ce fil est fermé

[plugin Commentaires Facebook](#)

